



Extrait du Atelier chômage

<http://alterdemocratie.11vm-serv.net/think-tank/anti-dossiers-archives/chomage/article/appel-a-manifester>

Lutte contre la dictature du capital

# Appel à manifester

- THINK TANK - ANTI-DOSSIERS - CHÔMAGE ET TRAVAIL -



Date de mise en ligne : mercredi 27 avril 2016

Date de parution : 11 juin 2014

---

Copyright © Atelier chômage - Tous droits réservés

---

**Le 1er janvier 2015, des dizaines de milliers de chômeurs ont perdu leurs allocations. C'est plus que d'habitude, même s'il arrive souvent que des chômeurs perdent le droit à des allocations de chômage.**

**Tous les jours, depuis des décennies, des chômeurs sont exclus du chômage, ou suspendus, ou ils doivent payer des amendes.**

**Pour plein de chômeurs, le compte à rebours commence dès leur inscription au chômage. Le droit au chômage n'est pas un droit absolu, mais exceptionnel, ou en passe de devenir exceptionnel. Il est conditionné. Il n'est pas toujours facile de s'y retrouver. Les chômeurs n'ont pas droit non plus au même montant.**

**Seuls certains chômeurs ont droit à des allocations complètes, de manière inconditionnelle : ceux qui vivent de leurs rentes.**

Le mécanisme est bien réglé. Bien sûr, des collectifs, des petits groupes se mobilisent. Des manifestations sont organisées. Des mini manifs. Des marches. Des petites marches. Mais la contestation a du mal à cerner le problème. Les uns critiquent un article, les autres la chasse aux chômeurs. Ils associent parfois cette chasse aux chômeurs à l'activation des chômeurs mise en place au début des années 2000, vers 2004, ce qui représente en partie une erreur. La chasse aux chômeurs a cours depuis bien plus longtemps. Pendant des décennies, l'ONEM a exclu des chômeurs en invoquant le fameux article 80. L'administration du chômage a exclu les cohabitants, du moins certains d'entre eux. Elle a sanctionné des chômeurs pour toutes sortes de raisons. Pas forcément à cause de fraudes. Non remise de la carte de pointage. Rature sur la carte de pointage. Manquement au pointage. Exercice d'activités prohibées, même non rémunérées, pendant la journée. Indisponibilité momentanée. Soupçon de fraude.

On dirait que l'existence d'un droit a fourni l'occasion de stigmatiser toute une catégorie de travailleurs. Il n'est pas difficile d'en comprendre les raisons : abonder dans le sens du pouvoir économique, de la morale traditionnelle du travail, bref encourager l'exploitation sous toute ses formes.

Les fonctionnaires ont systématiquement recouru à l'arbitraire. Presque personne n'y a jamais rien trouvé à redire.

Il a toujours paru compliqué de contester les décisions de l'O.N.E.M, comme toutes les décisions administratives, qui sont prises par des fonctionnaires.

Une véritable oppression, une sorte de racisme d'état se sont mis en place.

Les principaux concernés comme les autres. Le but de ces pratiques est de culpabiliser les chômeurs, de les empêcher de contester les décisions prises par l'ONEM, mais aussi de remettre en cause les mesures législatives prises par le gouvernement, et d'empêcher les gens de comprendre ce qui se passe quand ce dernier décide quelque chose.

Il faut cesser de couper les cheveux en quatre, cesser de se servir de formules, d'une méthode de contestation stéréotypée, utilisée par des syndicats inféodés à la machine de pouvoir.

Même des syndicalistes, des contestataires chevronnés, pour qui ce combat pour le droit au chômage est le énième combat se servent de slogans avant tout symboliques, de discours accablants de conformisme, de prudence, et participent à des balades urbaines entre camarades. En général, cependant, le droit au chômage est le cadet des

## Appel à manifester

---

soucis des syndicats, et de leurs militants, tous travailleurs d'exception !

Tout ceci aggrave encore la situation, la rend inextricable.

De façon inexorable, l'arbitraire, la culpabilisation, seuls font des progrès. Le droit au chômage est de plus en plus considéré comme une concession, voire comme une largesse, au lieu d'être considéré comme un droit, et une nécessité pratique, si l'on veut en finir avec l'exploitation. Il est même pratiquement tenu pour un abus.

La société est en train de revenir des décennies en arrière. Quoi qu'il arrive, c'est plus que jamais toujours l'employeur, le vireur, le licencié devrait-on dire, qui a raison. A force de complexifier les droits des travailleurs, on les a vidés de leur substance.

Faire du profit, en provoquant un afflux de main d'oeuvre, triée, sélectionnée aux frontières, par des centres de tri, la priver des mêmes droits que les autres, semble légitime. Envoyer des gens au chômage pour faire baisser les salaires également. Faire baisser sans fin les revenus des plus pauvres, itou.

Permettre aux revenus de quelques-uns de croître vertigineusement est presque devenu une mode. La presse à sensation se contentant de comparer les revenus respectifs de quelques grands patrons et la fortune de quelques milliardaires. Seul l'enrichissement extraordinaire d'une ville comme Damas au 8ème siècle ou la fortune supposée de quelques hauts fonctionnaires russes semblent inacceptables.

Les chômeurs de longue durée "certains sont de véritables virtuoses" résistent depuis des décennies. Il est indiqué d'utiliser à leur propos ce terme résistance. Combien disparaissent sans crier gare ! Quelle vie a été la leur, en passant d'un logement ou un autre, passant d'un boulot à un autre, d'un petit ami à un autre ? Combien sont angoissés et vivent repliés sur eux-mêmes sans espoir de retrouver jamais la moindre place, affolés par les contrôles qui se succèdent.

Tous leurs efforts pour se faire une place, une petite place à leur mesure, à leur goût, dans cette société, sont restés vains. Se faire virer par un proprio, comme prévenu par le saint-esprit, est devenu une habitude. Chercher un petit coin où se réfugier dans la nature n'est pas une mince affaire, à moins de faire partie de la belle communauté anarchiste.

Les journalistes sont sans pitié. Les médias attestent allègrement du caractère tranquille, tout à fait normal, inévitable, sans danger pour la population, des mesures prises par le gouvernement, par les ministres, bref par les irréprochables dirigeants et responsables, en charge du pouvoir, aux dépens des chômeurs. Une infime minorité proteste.

Pour les travailleurs, pour les futurs exclus, les chômeurs, le moment de crier victoire, celui de dénoncer l'injustice qui les concerne est révolu depuis longtemps. Le tour est joué.

Demain, les salaires s'effondreront et plus personne non plus n'y trouvera rien à redire.

Il faudrait manifester maintenant, massivement, tous les jours, toutes organisations confondues, pour la fin de la dictature du capital, pour le droit au chômage, pour la démocratie. Il y a des centaines de mesures d'urgence à prendre pour sauver ce qui reste de la santé, de la nature, de la société, de l'école, de la démocratie, de l'économie elle-même. Il est temps de renverser une bonne fois les vieilles barrières sociales, de critiquer les vieux préjugés, de sortir des sentiers battus et rebattus.

## Appel à manifester

